

2 Politique

**Suite à la grève dans l'Éducation nationale
807 enseignants seront suspendus de solde**

SM

Libreville/Gabon

Ce chiffre a été avancé hier, en conférence de presse, par le ministre porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze. En plus de ces suspensions, 19 autres agents feront l'objet de procédures de radiation de la Fonction publique.

LE gouvernement va suspendre, dès ce mois de février, 807 enseignants du primaire et du secondaire, de la Solde. C'est son porte-parole, Alain-Claude Bilie-By-Nze qui en a fait l'annonce, hier, au cours de sa conférence de presse qui a eu lieu à la Maison Georges Rawiri. Cette suspension, a-t-il dit, sera provisoire

jusqu'à la reprise du service des agents visés. Outre les 807 enseignants, 19 autres en service dans la province de l'Ogooue-Ivindo, feront l'objet de procédures de radiation des effectifs de la Fonction publique. Ces derniers, en sus d'observer le mouvement de grève, auraient, selon le membre du gouvernement, d'une part empêché certains de leurs collègues de continuer à enseigner et, d'autre part, "ils demandaient de l'argent aux parents d'élèves pour assurer les cours". Alain-Claude Bilie-By-Nze précise que les présentes mesures prises par le gouvernement résultent de la demande formulée par le ministre en charge de l'Éducation nationale, Florentin

Moussavou. Sur un tout autre plan, le ministre de la Communication a réagi aux déclarations, en France, de l'ancien président-directeur général (Pdg) de La Poste, Alfred Mabika. Lesquelles impliquent, lui et l'actuel Premier ministre, dans la gestion antérieure de ladite entreprise publique. À ce sujet, le confrencier estime que l'ancien Pdg de la Poste est simplement dans une stratégie consistant à vouloir «créer un problème dans le problème». Et d'expliquer : «Je suis à la tête de ce département ministériel depuis bientôt cinq mois, et je n'ai toujours pas posé d'acte de gestion pour la simple raison que je ne suis pas habilité à le faire, en tant que ministre de tutelle. La Poste est

une entreprise de droit privé, gérée par un directeur général et un Conseil d'administration qui décide donc de ce qu'il y a à faire. Ni moi-même, ni le Premier ministre, ni mon collègue du Budget ne posons d'acte de gestion sur La Poste.» Et d'ajouter : «Il a évoqué mon passage à la Poste en tant que ministre délégué en 2006. Mais, si déjà en 2017, ministre d'État que je suis, j'ai pas de pouvoir de gestion de cette entreprise, ce n'est pas en tant que ministre délégué de l'époque, que j'aurais pu l'avoir», a soutenu le confrencier. «Il s'est trouvé que sans pouvoir de gestion, a-t-il poursuivi, je suis citoyen et que j'avais ouvert un compte à La Poste. Lorsque je quitte le gouvernement, en janvier



Photo : SM

Alain-Claude Bilie-By-Nze lors d'une précédente conférence de presse.

2008, je fais le point sur la situation de mon compte. Celui-ci était déficitaire de 10 millions de francs FCFA. Cette somme a été remboursée depuis février 2008. De cette date à aujourd'hui, je ne dois rien à La Poste et elle non plus

ne me doit». Dans tous les cas, le porte-parole du gouvernement a assuré que personne ne devrait échapper à la justice dans cette affaire. Encore moins l'ancien patron de La Poste.

**Dialogue national inclusif et sans tabou
Francis Nkea Ndzigui rassure les jeunes**

J. O.

Libreville/Gabon

Le ministre d'Etat, en charge du Dialogue politique, à travers un point de presse, hier, a estimé que toutes les forces vives du pays devront être prises en compte dans l'organisation du dialogue politique prévu dans quelques jours. Une initiative dont l'objectif était de calmer les bruits de chaumières nés de la contestation de certains compatriotes qui dénoncent leur mise à l'écart.

FRANCIS Nkea Ndzigui, le ministre d'Etat, en charge du Dialogue politique, a donné un point de presse, hier, dans une structure commerciale de la place. Au cours de cette sortie, il

a tenu à apporter des assurances sur la participation de toutes les forces vives du pays au dialogue politique prévu dans quelques jours. Femmes et jeunes y compris. Face à la montée de colère d'une frange de la population dénonçant sa mise à l'écart, le membre du gouvernement a rassuré. «Il n'en est rien», a-t-il indiqué. Le membre du gouvernement est revenu sur la volonté du chef de l'Etat d'associer tous les compatriotes à ces discussions. Il a notamment insisté sur le caractère inclusif et sans tabou de cette rencontre. Le but étant d'impulser une nouvelle dynamique politico-institutionnelle au Gabon. «Il doit concerner toutes les couches de la société, y compris les femmes

et les jeunes», a-t-il martelé. Non sans rappeler également le discours, le 12 septembre 2012, du président de la République devant les deux chambres du Parlement réunies en Congrès. «A cette occasion, il a plaidé pour une répartition équitable envisagée à hauteur de 30% pour les femmes, 30% pour les jeunes sur les listes de candidature aux élections, et au sein des Exécutifs locaux», a poursuivi le ministre d'Etat. Tout ceci, dans l'objectif, selon lui, d'impulser un souffle nouveau dans la vie politique et le pouvoir décentralisé, au plus près des attentes quotidiennes des populations. Et de garantir que le président de la République ne saurait revenir sur ses engagements de voir le plus grand nombre



Photo : Adjai Nfououme

Francis Nkea Ndzigui lors du point de presse d'hier.

prendre part à ces assises tant attendues. Tout comme, il a déclaré que «le dialogue propre-

ment dit ne débutera qu'une fois cette phase terminée». Et de poursuivre : «C'est à cette occasion que toutes les

composantes de la société seront impliquées, y compris les femmes et les jeunes. La responsabilité incombe aux partis politiques qui y prendront part de s'assurer du strict respect du principe des quotas femmes et jeunes». Appelant dans la foulée, les femmes et les jeunes à ne pas s'inquiéter. A noter que les travaux du comité ad hoc paritaire sur le dialogue national, ouverts la semaine dernière, devront connaître leur épilogue samedi prochain, avec une cérémonie de clôture qui sera certainement présidée par le chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet. En présence de tous les membres. Les conclusions, très attendues, devraient être rendues publiques la veille, vendredi 24 février 2017.

**Préparatifs du dialogue national inclusif et sans tabou
Le FUJO dénonce la marginalisation des jeunes et de femmes**

JM

Libreville/Gabon

UNE plate-forme politique dénommée "Front uni des jeunes de l'opposition" (FUJO), a dernièrement effectué une sortie dans un quartier du deuxième arrondissement de Libreville. Plusieurs jeunes venus des quartiers de la capitale étaient présents. Le FUJO regroupe des ressortissants de l'Association des jeunes des Mapanes, ceux de l'Association Jean Ping Fortvert, ceux des jeunes de l'opposition, ainsi que



Photo : Jean Madouma

Les fondateurs du Front uni des jeunes de l'opposition.

ceux de la diaspora. C'était l'occasion pour ces derniers d'exprimer, une fois de plus, leur volonté et leur détermination à intervenir dans le processus de prise de décisions relatives au développement du

Gabon. Le FUJO a dit se fixer comme objectif être au centre de "la prise de décision relative à la marche de notre pays". Dans ce cadre, cette plate-forme se présente comme une force de



Photo : Jean Madouma

Les jeunes de Libreville lors de la déclaration du FUJO.

propositions et d'actions en faveur des jeunes gabonais. Ces membres entendent donc faire en sorte que la jeunesse pèse et influence "de façon considérable et permanente" les décisions relatives à l'ave-

nir des jeunes. Pour Isaac Abaga Obiang, le président de l'antenne du FUJO à Paris, "le Gabon traverse une grave crise politique depuis la dernière élection présidentielle. Une situation causée en grande

partie par une défaillance des institutions qui a eu des répercussions sur plusieurs secteurs : éducation, enseignement supérieur, santé, économie, administration, etc.". D'où l'adhésion des responsables du FUJO au dialogue national inclusif prôné par le chef de l'Etat. Toutefois ces derniers ont appelé les uns et les autres à une prise de conscience quant à la manière dont ce dialogue est préparé. Dénonçant ce qu'ils ont appelé la marginalisation des jeunes et des femmes. "Ce qui n'augure pas d'une suite prometteuse", a dit Abaga Obiang, avec le soutien de ses camarades.